

Le Sommet de l'Île de Hull

Marc Bachand

Volume 4, numéro 2, automne 1991

La réforme, vingt ans après

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301142ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301142ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Après avoir dressé l'arrière-plan historique de l'île de Hull et décrit les transformations socio-économiques et démographiques auxquelles ce quartier fut soumis, l'auteur présente les événements qui ont précipité ce qu'on a appelé « Le Sommet de l'île de Hull ». Il présente les étapes de cette expérience d'organisation communautaire, soit la préparation, le déroulement du Sommet et son évaluation.

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bachand, M. (1991). Le Sommet de l'Île de Hull. *Nouvelles pratiques sociales*, 4(2), 147–158. <https://doi.org/10.7202/301142ar>



Les pratiques sociales au Québec

Le Sommet de l'Île de Hull

*Marc BACHAND
Comité des résidents et résidentes
de l'Île de Hull*

Après avoir dressé l'arrière-plan historique de l'Île de Hull et décrit les transformations socio-économiques et démographiques auxquelles ce quartier fut soumis, l'auteur présente les événements qui ont précipité ce qu'on a appelé « Le Sommet de l'Île de Hull ». Il présente les étapes de cette expérience d'organisation communautaire, soit la préparation, le déroulement du Sommet et son évaluation.

Pendant quelques années, les enjeux urbains semblaient avoir disparu du champ d'activité du travail communautaire. Toutefois, la lutte urbaine est tout aussi permanente que la lutte pour conserver les quelques gains des politiques sociales, et le Sommet de l'Île de Hull en est un exemple. Cet événement est d'autant plus significatif que ce milieu a connu un énorme bouleversement à la fois géographique, économique et démographique. Pendant des années, la population résidante a vécu avec l'image que son environnement ne valait rien et qu'il n'y avait plus aucun espoir pour ce quartier ravagé par la criminalité, la pauvreté, la spéculation, les incendies d'origine douteuse sinon criminelle, les démolitions (Poirier, 1986). Et pourtant, dans un sursaut d'énergie, la population de l'Île de Hull a réaffirmé sa volonté de vivre et de mieux vivre. Mais avant de présenter le « Sommet », il nous faut faire un bref détour historique pour situer le contexte dans lequel il s'est déroulé.

ARRIÈRE-PLAN HISTORIQUE

L'histoire récente de Hull se résume dans ce constat lapidaire : c'est l'histoire de la quasi-annexion de Hull à la ville d'Ottawa pour créer la région de la capitale nationale. « Hull se trouve en face d'Ottawa, sur l'autre rive de la Rivière des Outaouais, et brièvement cela constitue l'origine de sa triste histoire » (Flood, 1980 : 13).

Jusqu'au début des années 70, la transformation de la capitale nationale n'avait pas encore eu beaucoup d'impact sur l'Île de Hull. Cependant, après avoir aménagé la cour avant du Parlement – le centre-ville d'Ottawa –, l'État fédéral procédait à l'aménagement de la cour arrière qu'est l'Île de Hull. Cet aménagement était d'autant plus nécessaire que l'espace commençait à manquer ou coûtait très cher à Ottawa, alors que l'Île de Hull était à vendre à cause de son dépérissement industriel. Cet empiètement de la capitale nationale provoqua la mutation extrêmement brutale de Hull : de petite ville industrielle qu'elle était dans les années 50 et 60, elle est devenue une ville de fonctionnaires dans les années 90, et l'industrie y est presque totalement disparue.

Une redéfinition aussi radicale du centre-ville nécessita un réaménagement complet du réseau routier de même qu'une nouvelle utilisation de l'espace urbain. On ne compte plus les grands projets qui ont défiguré l'Île de Hull : Maisonneuve, Aire 6, Place du Centre, autoroute Cartier-MacDonald, Imprimerie, Saint-Laurent, Chaudière, Place du Portage. Dans tous ces cas, des pâtés de maisons ont été rasés pour être remplacés par des autoroutes ou des immeubles à bureaux. Le gouvernement fédéral s'est aussi permis de construire deux gigantesques centres administratifs dans lesquels

s'engouffrent chaque matin plus de 30 000 fonctionnaires; on n'y retrouve hélas ! pas beaucoup de résidents de Hull. Pour ne pas être en reste, le gouvernement du Québec a construit un centre administratif provincial; de son côté, la municipalité s'est dotée d'un nouvel hôtel de ville ainsi que d'un centre de congrès que fréquentent les fonctionnaires municipaux et provinciaux. Dernière addition : le Musée des civilisations dont l'ouverture a été soulignée à l'été 1989. L'architecture de cet édifice est saisissante et a été maintes fois vantée dans les milieux de l'urbanisme; le musée a déjà attiré plus de 700 000 visiteurs dont bien peu sont des résidents de Hull, et encore moins de l'Île. Comme on s'en doute, cet aménagement nécessita la collaboration active des divers niveaux de gouvernement, tant canadien que québécois et municipal.

Les résultats de ce réaménagement furent catastrophiques pour l'Île de Hull. Tout d'abord, de nombreuses usines durent fermer leurs portes, entraînant une hausse importante du chômage dans ce secteur de la ville. Ensuite, les nouvelles constructions ont nécessité la démolition de logements. De 1968 à 1974, on assiste à l'expropriation et à la démolition de 1 531 logements. Ces démolitions constituaient une coupure de 10 % dans le stock de logements de la ville et, encore plus affreux, de près de 25 % de l'ensemble des logements du quartier populaire de l'Île (Bachand, 1975 : 13). Cette disparition de logements bon marché entraîne à son tour « une diminution constante de population au cours des 35 dernières années, passant de 25 000 personnes en 1951 à 12 780 en 1986, représentant ainsi une baisse de près de 50 % » (Hull, 1987 : 26).

Il se produit alors une double migration. D'abord, ceux qui en ont eu la possibilité ont fui l'Île pour aller s'établir ailleurs. Cet exode a eu pour effet d'accentuer encore plus l'étalement urbain par la « banlieusardisation », mais il a entraîné aussi des conséquences encore plus importantes : en quittant leur communauté, les jeunes adultes emportaient avec eux un potentiel de reproduction, accentuant ainsi la dénatalité dans ce milieu. Les effets de cet exode sur le nombre d'enfants de 0 à 4 ans commencent tout juste à se faire sentir en 1986 et devraient s'accroître au cours des cinq ou dix prochaines années (Conseil des affaires sociales, 1989 : 33).

Pourtant, en même temps que le quartier dépérissait et perdait ses premiers habitants, d'autres arrivaient, alléchés par l'aubaine : l'annexion du centre-ville de Hull au centre-ville d'Ottawa, la proximité du Parlement, la présence de berges et de parcs ont fait que l'Île est devenue un lieu privilégié pour l'implantation de condominiums de luxe, ou encore la rénovation de propriétés en moins bon état. Les espaces du centre-ville laissés vacants subissent un processus de « gentrification » : le bâti existant est transformé en logements de grand luxe, et la construction de condominiums suit de près la

démolition de logements moins chers. Sont demeurés dans l'Île les ménages plus pauvres qui ne pouvaient se permettre de déménager, accentuant par le fait même la détérioration du milieu bâti que constitue le centre-ville.

Ce double mouvement migratoire fait que la population traditionnelle de l'Île cède graduellement sa place à une population nouvelle, plus jeune, plus riche, sans enfant et très souvent anglophone. Cette « gentrification » semble le plus grand danger qui guette l'Île actuellement.

L'ÉVÉNEMENT CATALYSEUR

Une telle chute démographique a aussi eu de très lourdes conséquences sur les équipements collectifs : nombreuses fermetures d'école, deux fermetures d'églises, déménagement du siège épiscopal, etc. C'est d'ailleurs à l'occasion de la fermeture d'une école – l'école Reboul – qu'a germé l'idée du « Sommet ». La lutte contre la fermeture de cette école a permis une large mobilisation de la population du quartier : certaines assemblées regroupaient jusqu'à 350 personnes. À notre avis, l'ampleur d'une telle mobilisation des résidentes et des résidents s'explique par plusieurs facteurs.

Dès le départ, cette lutte ne fut pas présentée comme étant une opposition à la fermeture d'une école, mais bien comme une bataille pour la survie du quartier. L'élargissement du débat permettait de tenir un discours positif (*pour* le quartier) et non seulement négatif (*contre* la fermeture). Ensuite, l'école Reboul, par son modèle pédagogique innovateur, faisait figure de symbole dans le quartier. À chaque année, les enfants de cette école réalisaient un spectacle dont la présentation durait une semaine. Cette réalisation avait d'ailleurs fait l'objet de nombreux articles, et la télévision nationale lui avait même consacré de nombreux documentaires. L'école Reboul était devenue un symbole de la capacité de faire, de réaliser, de contrôler. Finalement, malgré que la bataille pour l'école ait été perdue, elle avait réussi à susciter un étonnant regain d'énergie dans la population; surtout, elle avait favorisé le développement d'un large consensus à l'effet qu'il fallait travailler à protéger l'Île de Hull. Le sentiment d'impuissance généré par les nombreuses expropriations avait un peu diminué.

Après six mois de luttes intensives, le curé de la paroisse formula l'idée du « Sommet » lors d'une entrevue avec un journaliste. Quelques jours plus tard, l'éditorialiste du quotidien local (*Le Droit*) reprend l'idée et avance, en parlant des résidents et des résidentes de l'Île, que le « [...] sommet demeure avant tout un outil pour façonner leur avenir, afin de ne pas subir celui qu'on leur réserve » (Maltais, 1989).

Ces états généraux de la population de l'Île étaient rendus nécessaires en raison des nombreuses expropriations, de l'exode de la population et des transformations du quartier.

De tels états généraux ne sont pas nécessaires dans tous les secteurs d'une agglomération urbaine. Il n'est nul besoin de demander à un secteur résidentiel moderne de définir quel est son projet d'avenir. Ce projet va de soi par l'unicité de la fonction du secteur, aussi bien que par la composition socio-démographique du secteur (Bachand, 1989b).

L'enjeu du Sommet était et continue d'être que le quartier bénéficie lui aussi de la richesse collective qui se traduit par la répartition des investissements du gouvernement municipal et le plan d'urbanisme.

LA PRÉPARATION DU SOMMET

La composition du comité organisateur du Sommet devait être représentative des principales forces des résidents et des résidentes de l'Île : on y retrouvait les coopératives d'habitation, l'Église de la base et les groupes populaires. L'importance de chacune de ces organisations était telle que l'absence de l'une ou de l'autre d'entre elle risquait d'enlever toute crédibilité politique au Sommet. Pour obtenir une véritable prise de parole par la population, nous avons choisi d'utiliser la capacité de mobilisation de l'Église. Celle-ci était, et demeure, le groupe le plus présent sur l'Île. C'est elle qui favorise le regroupement le plus large possible; c'est elle qui, encore en 1989, constitue l'organisation la plus souple et la plus efficace pour rejoindre le plus grand nombre de personnes.

Un regroupement aussi large, aux intérêts parfois divergents, ne pouvait faire autrement qu'entraîner de nombreux problèmes de fonctionnement. Le formalisme administratif des coopératives, la prise de décision par consensus des groupes populaires et la puissance organisationnelle de l'Église n'ont pas été sans susciter des tensions. Toutefois, malgré ces difficultés, les membres du comité organisateur se sont entendus dès le départ sur une grande orientation qui ne fut jamais remise en question par la suite : que la population prenne la parole, qu'elle s'interroge sur son milieu de vie et les services qui lui sont offerts, et qu'elle identifie ses besoins. L'objectif ultime fut d'obtenir un large consensus sur les prochaines étapes de développement de l'Île, à tous les niveaux de la vie dans l'Île et d'en arriver à formuler un projet collectif qui orientera les vingt prochaines années (Sommet de l'Île, 1989).

Une fois cette orientation générale arrêtée, le comité organisateur élaborera une stratégie permettant une prise de parole par la population et par

les différents intervenants (CLSC, Direction de la protection de la jeunesse, Église, coopératives, politiciens, la Ville de Hull, l'État fédéral, l'État provincial, etc.). Afin d'éviter que les intervenants ne prennent toute la place, empêchant ainsi la population de s'exprimer, le comité a utilisé la formule des sommets sectoriels. Ces sommets sectoriels consistaient à regrouper des personnes partageant les mêmes intérêts et à permettre à ce sous-groupe d'exprimer sa vision de l'Île : personnes âgées, jeunes, adolescents, handicapés physiques et mentaux, commerçants, urbanistes, conseillers municipaux, députés et ministre, enfants, caisses populaires. Le comité d'organisation a tenu une quinzaine de ces sommets.

Chaque sous-groupe devenait ainsi partie prenante de l'existence du Sommet. De cette façon, le comité organisateur a pu rencontrer tous et chacun sans qu'aucun ne puisse imaginer exercer une prise de contrôle sur les autres : tous ont pu exprimer leur propre point de vue et l'importance de tous et chacun a ainsi été reconnue. De plus, nous avons pu commander une dizaine d'études techniques permettant de mieux cerner la situation réelle de l'Île : la criminalité, les terrains vacants, la spéculation, la démographie, la situation socio-économique, etc. Ces études ont été réalisées par les organismes responsables de chacun des dossiers.

L'organisation du Sommet, pour donner la parole à la population, se devait aussi de trouver la façon de lui permettre d'exprimer ses désirs et de se prononcer sur son avenir. Afin d'obtenir l'opinion des résidentes et des résidents de l'Île, le comité organisateur leur a posé quatre questions :

- Quels sont les problèmes de l'Île de Hull ?
- Que faire pour les résoudre ?
- Comment voyez-vous l'Île de Hull dans 20 ans si rien n'est fait ?
- Comment rêveriez-vous de l'Île de Hull si vous en aviez les moyens ? (Bachand, 1989a).

Comme le but de cette enquête était de découvrir les véritables préoccupations de la population, nous avons retenu un mode de questionnement large et souple permettant une véritable prise de parole. Il nous semblait qu'une enquête genre sondage d'opinion n'aurait fait qu'imposer une vision élaborée par les créateurs du questionnaire. Nous avons ainsi interrogé 400 personnes de façon individuelle.

Pour contrer la mauvaise image que la population de l'Île de Hull avait d'elle-même, et aussi pour se faire connaître, le comité organisateur a doté l'Île de Hull d'un emblème floral. La fleur retenue fut la rudbekia, une marguerite jaune à cœur brun foncé : elle était la fleur idéale car c'était une fleur indigène demandant peu d'entretien et comme le disait notre publicité : « À l'image des gens de l'Île, elle ne demande qu'un peu de soleil pour

fleurir ». Nous avons distribué plus de mille sachets de semence aux gens de l'île.

La collaboration offerte par les différents niveaux de gouvernement et par tous les intervenants fut appréciable. Elle s'explique cependant par le fait qu'il n'existe aucun projet d'envergure à l'heure actuelle. Les instances fédérale, provinciale aussi bien que municipale sont en panne d'idées concernant le redéveloppement de l'île. Les résidentes et résidents profitent ainsi d'une conjoncture leur permettant d'influencer la vie collective de l'île. Par le Sommet, il fallait faire en sorte que la population de l'île se réapproprie son milieu de vie et dégage une volonté claire de continuer à vivre ici et ce, pour longtemps : la survie de l'île dépend de la vigilance déployée quotidiennement. À la suite d'une rencontre avec l'ensemble des autorités politiques municipales, provinciales et fédérales, il a été convenu de laisser la population s'exprimer sans avoir à polémiquer avec les représentants politiques. C'est ainsi que nous avons pu profiter du silence « bienveillant » des édiles de diverses allégeances.

L'autre facette du problème était de nature plus technique : il s'agissait de situer le Sommet dans le cadre de l'élaboration du plan d'urbanisme de la Ville de Hull et de permettre aux citoyens d'influencer de façon significative le développement de leur environnement urbain.

Une des grandes difficultés de l'urbanisme actuel provient justement de son efficacité à embrasser un univers conceptuel toujours plus large. Cette redoutable efficacité de l'urbanisme constitue son talon d'Achille, en ce sens qu'il est de plus en plus difficile de traduire toutes les variables retenues en un langage aisément accessible à l'ensemble de la population.

D'un autre côté, il devient de plus en plus difficile pour la population d'exprimer son point de vue car justement, celui-ci n'est qu'une des variables retenues par l'urbanisme. Il en résulte des difficultés de communications respectives, l'urbanisme s'enfermant de plus en plus dans un univers technique, tandis que la population se désintéresse des choses qu'elle est de moins en moins en mesure de comprendre.

Le Sommet de l'île se veut un interface permettant de traduire à la population les enjeux urbains actuels tout en se mettant à l'écoute des désirs de la population. Ces désirs devant eux-mêmes être traduits en consensus permettant de diriger la réflexion urbanistique (Bachand, 1989b).

Le principal défi du Sommet était de vulgariser la problématique urbaine de l'île, de la rendre accessible à la population résidante et de prendre des positions concrètes. Le second était de rendre compte de l'ensemble de la démarche des sommets sectoriels. Dans cette aventure, nous avions à tenir compte d'un facteur souvent sous-estimé, soit le très haut taux d'analphabétisme au Québec et dans la classe populaire en particulier.

Non seulement fallait-il préparer le Sommet, mais encore les organisateurs devaient savoir s'ils avaient réussi à rejoindre la population. Ils mirent leur réseau à l'épreuve en organisant un souper communautaire auquel le milieu fut invité. Ce fut un vrai succès : c'était le signe que l'information circulait bien, que le réseau était efficace, et que le milieu était organisé.

LE DÉROULEMENT DU SOMMET

Samedi, le 25 novembre 1989, plus de deux cents résidents et résidentes du quartier se rencontraient pour tenir le Sommet de l'Île de Hull. Pour donner véritablement la parole à la population et pour permettre de dégager un consensus le plus large possible, il était nécessaire que l'organisation même de la journée soit la moins contraignante possible tout en étant assez directive pour éviter l'éparpillement.

Un diaporama constituait le coup d'envoi de la journée : on y présentait l'histoire du quartier, les enjeux urbains, les problèmes sociaux du quartier. Ce document audiovisuel voulait non seulement présenter un survol de l'ensemble de la problématique de l'Île mais aussi susciter un sentiment de confiance. Ensuite, les participants étaient dirigés vers l'atelier qu'ils avaient choisi. Les résultats des sommets sectoriels et de l'enquête fournirent le thème des ateliers. Chacun de ces ateliers commençait par une présentation orale dont les idées étaient soumises à la discussion.

Les thèmes abordés furent les suivants : itinérance, vieillissement, jeunes, ethnies; propreté, sécurité, centre-ville, circulation; terrains vagues, « gentrification », coopératives. Chacun ne participait qu'à un seul atelier durant toute la journée : cette précaution avait été prise dans le but de s'assurer que les personnes soient en mesure d'arriver à un consensus et de dégager une ou deux priorités. On évitait ainsi que la plénière ne soit qu'une présentation d'une liste d'épicerie tellement longue qu'elle ne voudrait plus rien dire. Au cours de cette journée, le seul document écrit présenté aux participants et participantes fut le questionnaire d'évaluation de la journée.

ÉVALUATION

Comme le disait le journaliste Murray Maltais dans son éditorial cité précédemment, l'enjeu du Sommet était de taille pour les résidents et résidentes de l'Île : il s'agissait de la survie ou de la disparition du quartier. Les prophètes de la disparition s'étaient déjà exprimés, comme le tonnait déjà l'ancien député et ministre Oswald Parent : « D'ici l'an 2000, le quartier résidentiel de l'Île sera rasé ». Il s'agissait donc pour les partisans de la survie

de démontrer qu'ils étaient en mesure de s'opposer à ce processus de dégradation de l'environnement social et économique.

À tout point de vue, la journée du Sommet fut un succès tant par le nombre de participants et de participantes que par l'évident désir de vivre dans l'Île. Le questionnaire d'évaluation nous a permis de constater le très haut niveau de satisfaction, aussi bien en ce qui avait trait au déroulement (80 %) qu'au contenu (75 %). De plus, il s'est dégagé une volonté ferme de cette population de se réapproprier son quartier et son milieu de vie. Le message politique lancé aux autorités municipales était de faire en sorte que les transformations du quartier se fassent en fonction des intérêts des résidentes et des résidents.

Il ne fait pas de doute que la population de l'Île est et sera encore confrontée aux attaques répétées des promoteurs immobiliers, des planificateurs municipaux, provinciaux et fédéraux. Au moment d'écrire ces lignes, des dizaines sinon des centaines de résidentes et de résidents de l'Île ont semé des rudbékia. Ce geste symbolique démontre, plus que tout discours, que nous avons contribué à redonner une fierté à vivre dans l'Île. Le Sommet n'aurait réussi que cela qu'il eût été un succès. De plus, il a permis de démontrer que les gens sont en mesure de se prendre en charge, non seulement au niveau de leur vie collective, mais aussi de leur vie privée.

Plus concrètement, le Sommet a permis de réaliser deux gains. Le premier est que lors de la refonte du plan d'urbanisme de l'Île de Hull, on a obtenu de délimiter clairement ce qui constitue le centre-ville. Il a été possible de très bien délimiter la zone résidentielle, ce qui lui permet pour l'instant de résister à l'empiétement du secteur commercial sur le secteur résidentiel de même que l'extension du centre-ville. De ce point de vue, nous pouvons affirmer que la population a remporté une certaine victoire : la tenue du Sommet a permis de faire progresser le concept de patrimoine et de cerner un peu mieux la notion de qualité de vie urbaine.

Un autre gain a été celui de faire adopter par le conseil municipal hullois une politique concernant les terrains de stationnement. Les développeurs avaient coutume de démolir des logements au lieu de les rénover et de transformer le lot en terrain de stationnement, dans l'attente d'une meilleure affaire. Cette déchirure du tissu urbain fut stoppée. Sur de multiples autres questions, le nouveau plan d'urbanisme correspond un peu mieux aux intérêts des résidentes et résidents de l'Île. À tout le moins, nous sommes en mesure d'assurer l'existence d'un milieu résidentiel viable pour un certain temps.

Le défi que devaient relever les organisateurs et organisatrices du Sommet était celui de structurer un regroupement qui pourrait promouvoir

notre désir collectif de vivre et de transformer le quartier de l'Île. Le comité d'organisation du Sommet a cédé la place au Comité des résidentes et résidents de l'Île de Hull (CRRIH). Dans la foulée des décisions prises au Sommet, le CRRIH a mis de l'avant les revendications des gens du quartier et a été actif dans la refonte du plan d'urbanisme de la Ville de Hull. Les formes organisationnelles demeurent toujours du domaine de l'art du possible, comme le soulignaient Piven et Cloward (1977), et il en est ainsi du regroupement issu du colloque. Le CRRIH a présenté les mêmes faiblesses que la rencontre qui lui a donné naissance : il a dû également créer une synergie entre les groupes d'intérêts parfois divergents. L'Église constitue un agent puissant dans le milieu mais elle se divise elle-même en plusieurs tendances : on peut distinguer l'Église traditionnelle, l'Église institutionnelle, l'Église charismatique dont les dernières élections municipales de Hull ont démontré la présence grandissante. Les liens entre les coopératives d'habitation et l'ensemble de la population sont fort ténus, et il en est ainsi de l'élite coopérative avec la masse des coopérants. Enfin, les groupes populaires n'ont pas l'énergie nécessaire pour prendre en charge une organisation politique qui se ferait le porte-parole des intérêts du quartier.

Un tel regroupement tend à rechercher le plus bas dénominateur commun, mais au détriment d'une position politique significative. Bref, le Sommet n'a pas encore trouvé de véhicule politique capable de traduire efficacement les aspirations qu'il a identifiées mais l'avenir n'aime pas qu'on doute de lui. Chose certaine, la pratique sociale finit par éclaircir les problèmes sur lesquels la théorie se bute !

CONCLUSION

Le Sommet constitue un autre exemple du renouveau de la question urbaine dans les luttes sociales. Deux facteurs expliquent cette résurgence. D'une part, comme le décrit le Conseil des affaires sociales dans *Deux Québec dans un* (1989), l'Île de Hull connaît les mêmes problèmes que les autres centres urbains du Québec : ils se vident des cohortes de population plus jeunes, les 15-34 ans, et ayant un meilleur revenu. Reste alors une population sans revenu ou presque, souvent dépendante des institutions des affaires sociales et qui a besoin d'un important recyclage professionnel ou un supplément de formation pour réintégrer le marché du travail (Conseil des affaires sociales, 1989 : 59).

Les conclusions de cette étude sont par ailleurs percutantes et confirment en tout point les liens entre la véritable rénovation urbaine et l'organisation communautaire : « Et, puisque les personnes à problèmes multiples sont regroupées et localisées, pourquoi ne pas envisager de moyens

d'action communautaire en santé, en services sociaux et en éducation qui s'adresseraient aux groupes autant qu'aux individus » (Conseil des affaires sociales, 1989 : 111).

Cette suggestion du Conseil des affaires sociale résume en fait ce qui fut, et continue d'être, tenté par le Sommet de l'Île sauf qu'au lieu de venir de l'extérieur, il s'agit de faire surgir ce processus de la population elle-même. Les résidentes et les résidents ont entrepris de s'organiser. Cette volonté de réappropriation constitue le second facteur de la résurgence de la lutte urbaine : la crise actuelle de l'État-providence nous interpelle à tous les niveaux, même au niveau de l'aménagement de notre milieu de vie. De plus, l'affaiblissement de l'État encourage l'initiative des citoyens qui peuvent reprendre le contrôle qu'on leur avait enlevé.

Ce mouvement d'appropriation du milieu de vie – et non du seul habitat – pose des points d'interrogation à plus d'un niveau. Il peut être interprété comme la convergence d'une pastorale sociale issue en partie de la théologie de la libération avec le déclin – toujours relatif – des classes moyennes que l'on trouve dans les coopératives de logement. Il peut aussi être compris comme étant la manifestation des nouveaux mouvements sociaux (Habermas, 1982; Melucci, 1978; Offe, 1986). Il pourrait tout aussi bien s'agir d'un phénomène de continuité des luttes urbaines à Hull (Bachand, 1980; Poirier, 1986).

Bibliographie

- BACHAND, MARC *et al.*, (1975). *L'habitation à Hull : programme quinquennal*, Hull, Service d'urbanisme.
- BACHAND, Marc (1980). « Comité de citoyens et enjeux urbains à Hull », *Revue internationale d'action communautaire*, n° 4/44, automne, 134-141.
- BACHAND, Marc (1989a). *Propositions pour l'organisation du Sommet de l'Île*, Procès-verbal du Sommet, avril, Hull.
- BACHAND, Marc (1989b). « Sommet de l'Île », *Communauté régionale de l'Outaouais : Plan*, octobre, Hull.
- CIMON, Jean (1979). *Le dossier outaouais : réflexion d'un urbaniste*, Québec, Éditions Pélican.
- CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES (1989). *Deux Québec dans un*, Gaëtan Morin et Gouvernement du Québec.
- CÔTÉ, C. et C. BARRIAULT (1987). *Les disparités entre les populations en besoin et la répartition géographique des ressources disponibles*, Conseil régional de la santé et des services sociaux, Hull.
- COMMUNAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS (1989). *Cahier statistique*, Communauté régionale de l'Outaouais, Hull.

- FLOOD, D. (1980). «Hull and Québec : Several Days in the Networks », *Haversack, A Franciscan Review*, vol. 3, n° 4, avril.
- FORTIN, Denis (1988). *Riches contre pauvres*, Québec, Les Éditions Autogestionnaires.
- HABERMAS, Jurgen (1982). « New Social Movements », *Telos*, n° 49, 33-37.
- GRÉBER, Jacques (1950). *Projet d'aménagement de la capitale nationale*, Ottawa, Imprimerie du Roi.
- LUTZ, Buckart (1972). « Rélexion sur le problème sociologique de la ville », *Sociologie et sociétés*, vol. 4, n° 1.
- MALTAIS, M. (1989). « Le Sommet de la survie », *Le Droit*, 17 mai.
- MELUCCI, Alberto (1978). « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et société*, vol. 10, n° 2, 37-52.
- OFFE, Claus (1985). « New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics », *Social Research*, vol. 52, n° 4, 817-838.
- POIRIER, Roger (1986). *Qui a volé la rue principale ?*, Montréal, Éditions Départ.
- PIVEN, F. F. et R. A. CLOWARD (1977). *Poor People's Movements*, New York, Vintage.